

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 7–11 juin 2010

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 9 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2010/9-C/1
11 mai 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE 200114

Appui à la nutrition maternelle et infantile

Nombre de bénéficiaires	2 536 000
Durée du projet	24 mois (1 ^{er} juillet 2010–30 juin 2012)
Quantité de produits fournis par le PAM	157 047 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	60 170 171
Coût total pour le PAM	96 340 949

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, OMB*: M. K. Oshidari tél.: 066513-3063

Attachée de liaison, OMB: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Bangkok (Asie)

RÉSUMÉ

Pour l'année 2009, la situation de la République populaire démocratique de Corée, qui compte 24 millions d'habitants, est classée à 18,4 – "alarmante" – sur l'échelle de l'Indice global de la faim établi par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

Le pays s'est trouvé en grande partie exclu des processus de mondialisation, de transformation économique et d'expansion des technologies de l'information, et il est sujet à des pénuries énergétiques et des restrictions économiques; il lui faut moderniser ses infrastructures de transport et d'information. Certains ajustements économiques ont été opérés – le plus récent étant une réévaluation de la monnaie à la fin de 2009 – mais il est encore trop tôt pour juger de leur impact sur les secteurs sociaux et économiques.

En dépit des améliorations apportées dans le domaine agricole depuis le milieu des années 1990, le pays continue de souffrir de vastes pénuries alimentaires: la production est faible en raison du manque d'intrants, notamment de carburants et d'engrais, et de la vulnérabilité du pays aux catastrophes naturelles causées par les variations de climat et la dégradation de l'environnement. Les inondations d'août 2007 ont détruit une grande partie des récoltes et ravagé les terres agricoles, ce qui a contraint le Gouvernement à requérir une aide alimentaire d'urgence.

Selon le Système mondial d'information et d'alerte rapide, la récolte céréalière de 2009 a été inférieure à la moyenne malgré les légères améliorations constatées l'année précédente: le pays a besoin de 3,54 millions de tonnes de céréales pour la consommation de sa population¹ et de 1,2 million de tonnes supplémentaires pour faire face au manque de semences, d'aliments pour animaux, aux besoins de l'industrie ainsi qu'aux pertes après récolte et aux variations des stocks pour la campagne de commercialisation 2009-2010. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture estime que le pays doit importer 1,25 million de tonnes de céréales pour couvrir ses besoins alimentaires de 2009-2010, mais étant donné les graves difficultés économiques auxquelles il est confronté, le financement d'importations alimentaires d'une telle envergure reste problématique.

Si les évaluations effectuées par le PAM en 2008 et 2009² ont fait apparaître des améliorations marginales de la sécurité alimentaire, les rations publiques et la consommation alimentaire restent insuffisantes et la population doit trop souvent recourir à des stratégies de survie préjudiciables. La mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire d'octobre 2008 signalait que 8,7 millions de personnes – soit 37 pour cent de la population – avaient besoin d'une assistance alimentaire en 2008-2009, pour la plupart des femmes enceintes, des mères allaitantes et de jeunes enfants.

¹ Chiffre fondé sur une consommation céréalière apparente par habitant de 148 kg par an pour 24 millions de personnes.

² Évaluation à mi-parcours de l'opération d'urgence 10757, juillet 2009.

Par rapport à ses voisins de la région, le pays compte des taux élevés de malnutrition: 33 pour cent des enfants présentent des retards de croissance et 20 pour cent une insuffisance pondérale; 25 pour cent des femmes enceintes et des mères allaitantes souffrent de malnutrition. Selon le recensement de 2008, et malgré de récentes améliorations, les taux de mortalité infantile et maternelle demeurent élevés. Il est nécessaire de poursuivre les interventions ciblées axées sur l'apport d'aliments hautement nutritifs.

Cette intervention prolongée de secours et de redressement fait suite à l'opération d'urgence 107570, mise en œuvre pour faire face aux inondations et à la flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants; elle témoigne d'un retour à la transition entre secours d'urgence et redressement. Les autres acteurs ont été consultés et leurs réponses ont été prises en compte lors de l'élaboration du projet. L'intervention ne couvre qu'une partie des besoins alimentaires et nutritionnels de la population; elle s'appuie sur les évaluations des besoins des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes les plus vulnérables et des ménages exposés à l'insécurité alimentaire ou vulnérables.

Le but de l'intervention est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 2,53 millions de bénéficiaires dans des zones exposées à l'insécurité alimentaire. Ses objectifs sont les suivants: i) rétablir et reconstituer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle; et ii) appuyer la stratégie gouvernementale pour la sécurité alimentaire en contribuant à la production locale d'aliments enrichis. Ces objectifs sont conformes aux Objectifs stratégiques 3 et 5 et contribuent à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement 1, 4, 5 et 7 et du Cadre stratégique des Nations Unies (2011–2015).

Le Gouvernement est décidé à éviter toute dépendance à l'égard de l'assistance alimentaire internationale et a adopté des mesures d'urgence pour améliorer la sécurité alimentaire de la population. Toutefois, il est clair qu'à court et moyen terme, le secteur agricole ne sera pas en mesure de couvrir les besoins alimentaires du pays; pour stimuler une production alimentaire durable et améliorer l'accès à l'alimentation, il faudra renforcer les investissements économiques, poursuivre les réformes et continuer de recourir à l'aide extérieure.

PROJET DE DECISION*

Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement République populaire démocratique de Corée 200114 "Appui à la nutrition maternelle et infantile" (WFP/EB.A/2010/9-C/1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION ET SCÉNARIOS

Contexte

1. Selon le recensement 2008 de la population et du logement financé par le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), la République populaire démocratique (RPD) de Corée compte 24 millions d'habitants (48,7 pour cent d'hommes et 51,3 pour cent de femmes)³; 60 pour cent de la population vit en milieu urbain. Entre 1993 et 2008, la population a augmenté de 3 millions de personnes, soit une croissance annuelle moyenne de 0,85 pour cent.
2. Au cours des années 90, alors que la mondialisation gagnait rapidement et que de nombreux pays se lançaient dans de profondes transformations économiques et dans une vaste expansion des technologies de l'information, la RPD de Corée a pâti de son exclusion. Elle s'est trouvée confrontée à toutes sortes de difficultés: pénuries énergétiques, insécurité alimentaire, déclin de son développement social et archaïsme de ses infrastructures économiques, de transport et d'information.
3. L'économie nationale est principalement axée sur l'industrie, mais elle manque d'intrants et a peu accès aux procédés et aux technologies modernes. L'aide et les investissements étrangers sont nettement insuffisants pour relancer l'économie, notamment depuis l'adoption des résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) du Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui imposent des sanctions sur le commerce de certains biens et limitent les investissements étrangers. La République populaire de Chine est le principal partenaire commercial de la RPD de Corée: en 2008, le total des importations chinoises s'est monté à 2,03 milliards de dollars É.-U. et celui des exportations à 750 millions de dollars, soit un déficit commercial record de 1,28 milliard de dollars, de 58 pour cent supérieur à celui de l'année précédente.
4. Parmi plusieurs ajustements économiques effectués en 2002 et fin 2009, la réévaluation de la monnaie, le won, était destinée à réduire l'inflation. Comme ces ajustements sont encore en phase de transition, il est encore trop tôt pour constater un impact sur les secteurs sociaux et économiques.
5. Le mauvais état des systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement représente un risque majeur pour la santé et la nutrition. Les systèmes mis en place au début des années 80 se détériorent en raison des faibles investissements et du manque d'entretien dont ils ont fait l'objet, des pénuries d'électricité et des dégâts causés par des catastrophes naturelles. La dénutrition est la première cause de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans, mais les diarrhées et les pneumonies que provoque la mauvaise qualité de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène y contribuent certainement.

Situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition

6. Que ce soit en début de saison ou pendant les principales campagnes agricoles, la production se ressent constamment des pénuries d'intrants - machines, semences de bonne qualité, engrais, pesticides, carburants, bâches en plastique et main-d'œuvre. La RPD de Corée est sujette à des catastrophes naturelles et à des variations de climat; la dégradation généralisée de l'environnement, la déforestation et l'érosion sont en partie causées par des

³ Bureau central des statistiques, Juche 98. *2008 Rapport national de recensement de la population*. Pyongyang.

pratiques incompatibles avec un développement durable, telles que l'agriculture en zone d'altitude et la collecte incontrôlée de bois de feu.

7. Selon l'Institut International de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), la RPD de Corée présente un indice global de la faim⁴ de 18,4 en 2009, considéré "alarmant", alors que les indices des pays voisins sont très inférieurs⁵. En octobre 2008, la mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du PAM indiquait que 8,7 millions de personnes – 37 pour cent de la population – auraient besoin d'une aide alimentaire. En 2008-2009, les besoins d'importations céréalières étaient estimés à 1,8 millions de tonnes, mais ce chiffre n'aurait pas été atteint en raison d'une tendance à la réduction des importations commerciales et de l'aide alimentaire.
8. Aucune mission d'évaluation FAO/PAM n'ayant eu lieu en 2009, les Nations Unies ont reçu du Gouvernement des chiffres⁶ indiquant une augmentation de 7 pour cent de la production céréalière – 332 000 tonnes – entre 2008 et 2009⁷. Selon le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO, une récolte céréalière inférieure à la moyenne était annoncée pour 2009 malgré de légères améliorations survenues en 2008; le système estime que la RPD de Corée a besoin de 3,54 millions de tonnes de céréales pour la consommation humaine⁸ et de 1,2 million de tonnes supplémentaires pour faire face au manque de semences et d'aliments pour animaux, aux besoins industriels, aux pertes après récolte et aux variations de stocks. La FAO estime les besoins d'importations à environ 1,25 million de tonnes de céréales pour la campagne commerciale 2009-2010.
9. L'impact du déficit prolongé de produits alimentaires est ressenti de façon inégale par la population: les zones urbaines sont tributaires des rations publiques, et les régions montagneuses de l'intérieur sont encore plus vulnérables que le reste du pays. Les rations gouvernementales distribuées par le biais du système de distribution publique sont pour les ménages la principale source d'approvisionnement en céréales, mais la taille et la composition des rations dépendent en grande partie des grandes récoltes de septembre et d'octobre. La ration moyenne prévue pour 2010 est de 380 g par personne et par jour; elle est donc largement inférieure à l'objectif de 500 à 600 g et représente moins des deux tiers de la ration énergétique journalière. Il est à craindre qu'en réalité, les quantités reçues soient moindres.
10. L'accent mis sur la production céréalière, qui utilise 80 pour cent des terres arables, a des répercussions sur l'équilibre alimentaire de la population, d'autant que le pays a peu de bétail et de volailles et que les légumes sont peu nombreux. L'insuffisance du régime alimentaire se traduit par des carences généralisées en micronutriments, notamment parmi les écoliers et les mères allaitantes; à son tour, ce phénomène rend les personnes vulnérables aux maladies infectieuses et à des troubles du développement physique et mental, et engendre un déficit de productivité et davantage de risques de décès prématuré.

⁴ Indice composite de trois indicateurs: i) proportion de la population souffrant de malnutrition; ii) prévalence d'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans; et iii) taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.

⁵ Chine – 5,7; Mongolie – 12,9; Russie – <5

⁶ Céréales en grains non moulus.

⁷ La production a été de 4 608 188 tonnes en 2008 et de 5 012 167 tonnes en 2009.

⁸ D'après la consommation céréalière apparente par habitant de 148 kg par an pour une population de 24 millions de personnes.

11. La dénutrition est l'une des principales causes de mortalité maternelle et infantile et constitue un grave problème de santé publique. Comparée à d'autres pays de la région, la RPD de Corée présente encore des taux élevés de malnutrition⁹: l'enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS) pour l'année 2009¹⁰ relevait des taux de 32 pour cent pour le retard de croissance, de 19 pour cent pour l'insuffisance pondérale et de 5 pour cent pour le dépérissement chez les enfants de moins de 5 ans. Les données cumulées au niveau des provinces révèlent des taux de retard de croissance situés entre 23 et 45 pour cent, des taux d'insuffisance pondérale situés entre 14 et 25 pour cent et des taux de dépérissement situés entre 2 et 8 pour cent; 28 pour cent des femmes enceintes et des mères allaitantes souffrent de dénutrition d'après les mesures du périmètre brachial (inférieures à 22,5 cm). Le recensement de 2008 relève que depuis 1993, la mortalité infantile a augmenté, passant de 14/1000 à 19/1000 naissances d'enfants vivants; la mortalité maternelle a augmenté de 54/100 000 à 77/100 000 naissances d'enfants vivants.
12. D'après l'évaluation à mi-parcours de l'opération d'urgence 107570 effectuée par le PAM en juillet 2009, la sécurité alimentaire en RPD de Corée s'est quelque peu améliorée entre 2008 et 2009, mais le taux de consommation alimentaire de 50 pour cent des ménages visés par l'enquête est à peine suffisant, voire insuffisant. Les familles ayant recours à des stratégies de survie préjudiciables, un ménage sur six est à haut risque dans ce domaine. L'insécurité alimentaire constitue toujours une menace pour les groupes tels que les femmes enceintes, les mères allaitantes et les jeunes enfants, et les interventions ciblées axées sur la fourniture d'aliments hautement nutritifs demeurent nécessaires. La reconstitution et le renforcement des moyens de subsistance sont devenus une priorité, notamment en période de soudure.

Scénarios

13. L'assistance alimentaire prévue au titre de l'IPSR 200114 couvrira en partie les besoins des populations ciblées. Elle se fonde sur les évaluations des besoins de 2 536 000 bénéficiaires –enfants vulnérables, femmes enceintes, mères allaitantes et communautés exposées à l'insécurité alimentaire. Il faudra donc poursuivre les importations d'aide alimentaire bilatérale pour apporter les compléments nutritionnels nécessaires. Il est probable que le contexte politique international de la RPD de Corée ait une influence sur les niveaux de ressources de l'IPSR 200114.
14. Les catastrophes naturelles et les phénomènes météorologiques extrêmes pourraient accroître les besoins en aide alimentaire d'urgence, notamment durant la saison des pluies d'été. Le PAM répondra aux requêtes du Gouvernement et des partenaires nationaux pour une aide supplémentaire ou spécialisée si de nouveaux problèmes se font jour ou si des bouleversements politiques sont susceptibles de peser sur le besoin d'aide extérieure.

⁹ Prévalence de l'insuffisance pondérale: Chine – 7 pour cent; Mongolie – 6 pour cent; Asie de l'Est et Pacifique – 14 pour cent. Prévalence des retards de croissance: Chine – 11 pour cent; Mongolie – 21 pour cent; Asie de l'Est et Pacifique – 16 pour cent.

¹⁰ Données préliminaires de l'enquête par grappes à indicateurs multiples pour l'année 2009, Bureau central des statistiques, Juche 98 [Manière coréenne de représenter 2009].

POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET D'AUTRES ACTEURS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

15. La transition des interventions de secours à celles de redressement qui a débuté en 2006 s'est interrompue en mai 2008 lorsque le Gouvernement a demandé une aide humanitaire afin de faire face aux pertes de récoltes provoquées par les inondations d'août 2007 et à une baisse des importations de nourriture et d'aide alimentaire. Toutefois, les politiques nationales favorisent l'autosuffisance et accordent une place primordiale à l'amélioration des conditions de vie d'ici à 2012 par le renforcement de la production industrielle et agricole, l'augmentation des exportations et le développement des sciences et de la technologie.
16. Le Gouvernement classe les besoins sociaux et économiques des femmes et des enfants parmi ses priorités; il accorde également une place importante au renforcement des moyens de subsistance, et des directives nationales ont été établies pour la mise en œuvre de projets de développement communautaire avec le PAM.
17. Le développement social et les avancées vers les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont plus ou moins rapides: la réalisation de l'OMD 1 reste une gageure; concernant l'OMD 2, la mise en place d'une politique visant l'enseignement gratuit et obligatoire pendant 11 ans garantit que tous les enfants reçoivent une éducation jusqu'à la fin de leurs études secondaires. Selon des sources gouvernementales, les indicateurs de parité garçons-filles concernant la scolarisation et l'alphabétisation sont satisfaisants. La RPD de Corée a amélioré l'égalité entre hommes et femmes et renforcé l'autonomisation des femmes conformément à l'OMD 3, mais la situation nutritionnelle reste problématique.

Politiques, capacités et actions d'autres partenaires importants

18. Six organismes des Nations Unies sont présents en RPD de Corée: le PAM, la FAO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'UNFPA, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) avec des programmes d'urgence, humanitaires et de redressement. Tous ces organismes ont été confrontés à des déficits de ressources lorsque le contexte politique international s'est fait plus difficile; la plupart d'entre eux reçoivent des financements du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires. À l'été 2010, l'UNICEF lancera un nouveau projet grâce à un don quinquennal de 88 millions de dollars du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la malaria, l'objectif étant de réduire de 50 pour cent le nombre de malades.

Coordination

19. Des réunions hebdomadaires présidées par le Coordonateur résident des Nations Unies se tiennent à Pyongyang pour assurer la coordination des activités bénéficiant d'une aide internationale. Chaque organisation continuera de diriger des groupes de travail thématiques; le PAM participera aux groupes thématiques sur l'agriculture et sur la santé et la nutrition et dirigera le groupe thématique sur la sécurité alimentaire. Les activités liées à l'intervention du PAM seront coordonnées par un comité gouvernemental.

20. Le Cadre stratégique des Nations Unies (2006–2010) - qui est axé sur l'énergie durable, la gestion de l'environnement, les disponibilités alimentaires et les services sociaux de base – permet de coordonner les activités des Nations Unies avec le gouvernement. Un nouveau cadre en accord avec les OMD est en préparation pour la période 2011–2015; ses quatre priorités sont les suivantes: développement social, partenariats pour la connaissance et la gestion du développement, nutrition et impact du changement climatique sur l'environnement.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

21. Le but de l'IPSR 200114 est de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire, l'accent étant mis sur l'appui à la nutrition maternelle et infantile. Les objectifs sont les suivants:
- rétablir et reconstituer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle en apportant un appui nutritionnel aux femmes et aux enfants et en mettant en œuvre des programmes Vivres pour le développement communautaire (VPDC) (Objectif stratégique 3); et
 - participer à la stratégie du Gouvernement pour la sécurité alimentaire en soutenant la production locale d'aliments enrichis (Objectif stratégique 5).

STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'aide à la sécurité alimentaire

22. Depuis 1995, le PAM a fourni 4,3 millions de tonnes d'aide alimentaire à la RPD de Corée. En 2006, le Gouvernement, arguant d'une amélioration des récoltes et d'un risque possible de dépendance à l'égard de l'aide, a suspendu l'opération d'urgence 101413 jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé sur la mise en œuvre d'une IPSR 104880 de deux ans.
23. En mai 2008, le Gouvernement a de nouveau demandé au PAM d'effectuer des distributions d'urgence à la suite des inondations de 2007 et de la baisse des importations de nourriture et d'aide alimentaire. Suite à cette demande, le PAM a lancé l'opération d'urgence 107570 pour venir en aide à 6,2 millions de bénéficiaires; une révision budgétaire approuvée en 2009 a permis de prolonger l'opération d'urgence jusqu'en juin 2010. Le PAM a fourni des produits alimentaires dans 139 districts par le biais de 36 783 institutions.
24. Les objectifs des précédentes opérations du PAM en RPD de Corée (alimentation des groupes vulnérables, programmes VPDC et production alimentaire locale) étaient de subvenir aux besoins des groupes vulnérables, d'atténuer l'impact disproportionné de la flambée des prix des carburants et des denrées alimentaires sur la population vulnérable et de contribuer à la reconstitution des moyens de subsistance des personnes sinistrées lors des inondations. L'activité principale, à savoir l'alimentation des groupes vulnérables, comprenait une aide aux orphelinats, une composante santé et nutrition maternelles et infantiles et un programme d'alimentation scolaire dans les écoles maternelles et primaires ainsi que les crèches.

25. L'évaluation à mi-parcours de juillet 2009 a relevé que la priorité donnée par le PAM aux enfants et aux femmes portait ses fruits et que les ménages connaissaient une plus grande sécurité alimentaire par rapport à l'année précédente. Les enquêtes par grappes à indicateurs multiples ont montré que les retards de croissance chez les enfants de moins de 5 ans avaient diminué, passant de 37 à 32 pour cent, et que l'insuffisance pondérale était tombée de 23 à 19 pour cent: ces améliorations sont à attribuer en partie à l'assistance alimentaire du PAM et arguent en faveur d'un maintien de l'aide.
26. Le renforcement des capacités mené par le PAM est axé sur une amélioration des capacités du Gouvernement de produire des aliments enrichis. La production locale de ces aliments a augmenté, passant de 11 100 tonnes en 2007 à 36 000 tonnes en 2009. Au cours de l'opération d'urgence 107570, le PAM a formé 600 homologues locaux pour renforcer la gestion des entrepôts et l'établissement de rapports sur les distributions. Les homologues gouvernementaux et les administrateurs nationaux du PAM ont été envoyés en formation extérieure.

Stratégie envisagée

27. L'IPSR 200114 tire parti des enseignements des précédentes opérations du PAM en RPD de Corée. La stratégie d'intervention envisagée au départ s'articulait autour de deux axes: faire face à l'impact de la dénutrition et renforcer les moyens de subsistance des bénéficiaires ciblés. Trois approches complémentaires sont envisagées: un appui à la nutrition maternelle et infantile, des activités VPDC et un soutien à la production alimentaire locale. Chaque volet comportera des éléments novateurs visant à satisfaire les besoins nutritionnels et de subsistance.

Appui à la nutrition maternelle et infantile

28. Le PAM va poursuivre son action pour améliorer la santé et la nutrition des personnes nutritionnellement vulnérables; il distribuera des aliments enrichis produits localement aux enfants des crèches, des écoles maternelles, des hôpitaux et des orphelinats, ainsi que des biscuits enrichis aux enfants des écoles primaires. Les femmes enceintes et les mères allaitantes recevront également des aliments composés enrichis. Les céréales, les légumes secs et l'huile dont est composée la ration alimentaire permettent de couvrir les besoins énergétiques et nutritionnels.
29. L'IPSR 200114 apportera une aide dans 60 districts par le biais de 16 667 institutions: 1 219 centres de distribution publique, 1 658 écoles primaires, 9 354 crèches, 4 344 écoles maternelles, 67 services de pédiatrie et 25 orphelinats.

Activités Vivres pour le développement communautaire

30. Les activités VPDC sont une composante essentielle des opérations du PAM en RPD de Corée: elles visent l'aménagement de canaux d'irrigation, la bonification des terres, la plantation d'arbres et des travaux d'excavation et de remblai des cours d'eau. Afin d'assurer la remise en état d'urgence des infrastructures, le PAM s'appuiera sur ses compétences et son réseau de partenaires, dont la FAO et les ministères de l'aménagement du territoire et de l'environnement et de l'agriculture. Les récentes directives VPDC seront appliquées pour garantir l'efficacité du programme.

Production alimentaire locale

31. La distribution aux femmes et aux enfants d'aliments enrichis produits localement est un élément fondamental des opérations du PAM en RPD de Corée depuis 10 ans. L'objectif principal est de transformer l'aide alimentaire du PAM en produits nutritionnellement équilibrés, enrichis en micronutriments et faciles à digérer, tels que les mélanges maïs-lait, maïs-soja-lait, riz-lait et les biscuits fabriqués avec du maïs enrichi et de la farine de blé. Au cours de l'IPSR 200114, les usines alimentaires vont produire 70 560 tonnes d'aliments enrichis, ce qui nécessitera 82 952 tonnes d'aliments de base représentant 53 pour cent du total de denrées alimentaires prévues. Sur les 13 usines soutenues par l'opération d'urgence 107570, trois usines fabriquant du mélange maïs-soja-lait, deux usines produisant du mélange maïs-lait, cinq biscuiteries et l'usine de Pyongyang fabriquant du mélange riz-lait vont continuer de fonctionner dans le cadre de l'IPSR 200114, avec l'éventuel ajout d'une unité supplémentaire pour la farine enrichie.

Stratégie de transfert des responsabilités

32. Le Gouvernement ne souhaite pas dépendre de l'assistance alimentaire internationale et privilégie actuellement les mesures destinées à améliorer la sécurité alimentaire de la population. Toutefois, il est évident qu'à court et à moyen terme, le secteur agricole ne sera pas en mesure de couvrir l'ensemble des besoins alimentaires de la population; pour stimuler la production alimentaire à long terme et améliorer l'accès à l'alimentation, le pays devra accroître ses investissements économiques, poursuivre ses réformes et continuer de recourir à l'aide extérieure. Le PAM va continuer de renforcer les capacités des agents de contrepartie dans les secteurs de la production alimentaire locale et de la gestion des produits alimentaires en vue d'un futur transfert de responsabilités.

BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

33. L'IPSR 200114 prévoit dans les zones ciblées l'apport d'un appui nutritionnel aux enfants suivant un traitement en hôpital ou dans des services de pédiatrie, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, ainsi qu'aux enfants des crèches, des écoles maternelles et des écoles primaires reconnus par les évaluations¹¹ comme les plus vulnérables en raison de leurs besoins nutritionnels et d'une prévalence élevée de la malnutrition¹². Les activités VPDC offriront des emplois temporaires aux ménages des communautés exposés à l'insécurité alimentaire et vulnérables, notamment pendant la période de soudure. Les participants et les bénéficiaires de ces activités seront sélectionnés en fonction des critères fixés dans les directives.

¹¹ Par exemple l'Évaluation rapide de la sécurité alimentaire en RPD de Corée effectuée en juin 2008.

¹² Comme des aides communautaires et sociales sont disponibles, les personnes âgées ayant bénéficié de l'aide de l'opération d'urgence 107570 seront exclues de l'IPSR 200114 et leur soutien sera assuré par le Gouvernement.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR TYPE D'ACTIVITÉ					
Activité	Sous-composante	Bénéficiaires			
		Groupe ciblé	Hommes	Femmes	Total
Appui à la nutrition maternelle et infantile	i) Alimentation en milieu institutionnel	Enfants de moins de 5 ans en foyer	1 400	1 300	2 700
		Enfants de 5 à 6 ans en centre de résidence	1 300	1 300	2 600
		Enfants de 7 à 16 ans en internat	3 300	3 400	6 700
		Patients des hôpitaux et service de pédiatrie	67 000	103 000	170 000
	ii) Femmes enceintes et mères allaitantes	Femmes enceintes et mères allaitantes	-	383 000	383 000
	iii) Écoles	Enfants des crèches et écoles maternelles	347 000	334 000	681 000
		Enfants des écoles primaires	430 000	410 000	840 000
Total partiel			850 000	1 236 000	2 086 000
VPDC	Vivres contre travail	Familles exposées à l'insécurité alimentaire	219 000	231 000	450 000
Total partiel			219 000	231 000	450 000
Total			1 069 000	1 467 000	2 536 000

ASPECTS NUTRITIONNELS ET RATIONS

34. Les rations seront distribuées en fonction des besoins nutritionnels, en complément des aliments fournis par le Gouvernement, moyennant certains ajustements pour subvenir aux besoins énergétiques plus élevés en hiver. Les femmes et les enfants auront accès toute l'année à des aliments enrichis tels que les mélanges maïs-soja-lait, riz-lait et maïs-lait produits dans les usines bénéficiant de l'aide du PAM: ces aliments sont utilisés en RPD de Corée depuis de nombreuses années et sont bien acceptés par les populations ciblées. Des céréales, des légumes secs et de l'huile seront distribués pendant la période de soudure de janvier à juin, époque à laquelle la sécurité alimentaire des ménages se détériore. Les orphelinats, les écoles et les services de pédiatrie recevront l'assortiment alimentaire complet.

Produit alimentaire	Aide alimentaire aux femmes et aux enfants									VPDC
	Alimentation institutionnelle					Femmes enceintes/ mères allait.	Écoliers			
	Foyers pour les enfants de moins de 5 ans	Centres pour les enfants de 5 à 6 ans	Internats pour les enfants de 7 à 16 ans	Patients âgés de 6 mois à 16 ans – hôpitaux et services de pédiatrie	Mères – services de pédiatrie		Enfants crèches - 6 à 48 mois	Enfants écoles mat. - 5 à 6 ans	Enfants écoles primaires- 7 à 10 ans	
Riz-lait	100	-	-	100	-	-	-	-	-	-
Céréales	150	200	200	200	250	250	150	150	-	667 ¹³
Haricots	-	-	50	50	-	100	0	0	-	-
Huile	25	25	25	25	-	25	25	25	-	-
Maïs-lait/Maïs-soja-lait	100	100	100	100	-	100	100	100	-	-
Biscuits	-	60	60	-	-	0	0	60	60	-
kcal/jour	1 550	1 600	1 800	1 900	875	1 850	1 150	1 400	270	-
% kcal-protéines	13	11	13	14	11	14	12	11	11	-
% kcal-graisses	25	27	25	22	10	21	29	29	30	-

Produit alimentaire	Aide alimentaire aux femmes et aux enfants									VPDC	Total
	Alimentation en milieu institutionnel					Femmes enceintes mères allait.	Écoliers				
	Enfants foyers – moins de 5 ans	Enfants centres – 5 à 6 ans	Enfants internats – 7 à 16 ans	Patients de 6 mois à 16 ans – services de pédiatrie	Mères – services de pédiatrie		Femmes enceintes mères allait.	Enfants crèches - 6 à 48 mois	Enfants écoles mat. - 5 à 6 ans	Enfants écoles primaires- 7 à 10 ans	
Riz-lait	130			397							527
Céréales	194	189	648	794	295	11 828	18 803	10 286		20 000	63 037
Haricots			80	99		4 731					4 910
Huile	16	12	40	49		1 183	3 134	1 714			6 148
Maïs-lait/Maïs-soja-lait	130	95	324	397		9 528	25 071	11 429			46 974
Biscuits		56	194					6 857	15 951		23 058
Total	470	352	1 286	1 736	295	27 270	47 008	30 286	15 951	20 000	144 654¹⁴

¹³ Les activités VCT sont rémunérées en fonction de la productivité; la moyenne est de 2 kg de céréales par journée de travail sur la base d'une ration pour trois personnes.

¹⁴ Le total des produits alimentaires nécessaires pour l'IPSR 200114 est plus élevé, soit 157 047 tonnes (voir annexe I-A) car il tient compte du gaspillage qui se produit localement pendant la préparation des aliments.

MODALITES D'EXÉCUTION

35. Selon les dispositions en vigueur, le comité national de coordination établi sous l'égide du Ministère des affaires étrangères continuera de coordonner l'assistance du PAM. La liste des institutions accueillant des enfants est disponible dans le plan global d'exécution qui a été mis à jour pour tenir compte des résultats d'enquêtes récentes.

Appui à la nutrition maternelle et infantile

36. Les aliments enrichis seront délivrés aux institutions ciblées accueillant des enfants; les rations destinées aux femmes enceintes et aux mères allaitantes seront distribuées par le biais du système de distribution publique. Les hôpitaux régionaux et de district recevront des rations de céréales, de légumes secs, d'huile et de mélanges maïs-lait et maïs-soja-lait. Les rations renforcées qui comprennent un mélange riz-lait seront distribuées sous forme de repas sur place dans les services de pédiatrie et les orphelinats pour traiter les enfants malades et ceux qui dépérissent. L'UNICEF fournira des aliments thérapeutiques tels que PlumpyNutTM et F-100 dans les hôpitaux et de la poudre enrichie en micronutriments dans les foyers accueillant les bébés.

Activités Vivres pour le développement communautaire

37. En collaboration avec le Gouvernement et d'autres partenaires, le PAM continuera de venir en aide aux travailleurs exposés à l'insécurité alimentaire par le biais d'initiatives communautaires encadrées par les ministères de l'aménagement du territoire et de l'environnement et de l'agriculture; ces activités, axées sur la production agricole et la remise en état des infrastructures endommagées par les inondations, permettront aux travailleurs de gagner 2 kg supplémentaires de céréales par journée de travail. Les participants et les bénéficiaires seront sélectionnés conformément aux directives VPDC.

Production alimentaire locale

38. Pour soutenir la production locale d'aliments enrichis, le PAM continuera d'assurer la gestion du programme et la fourniture de produits bruts et financera l'équipement, le conditionnement, le mélange vitamines-sels minéraux et l'achat de pièces détachées. Le Gouvernement sera responsable du fonctionnement des usines, du recrutement de la main-d'œuvre, de l'approvisionnement en électricité, de l'entretien des locaux et, dans certains cas, du transport jusqu'aux institutions bénéficiaires.

Articles non alimentaires

39. Comme les années précédentes, les articles non alimentaires financés au titre des Autres coûts opérationnels directs consisteront pour la plupart en pièces détachées et en emballages pour les usines alimentaires. Le PAM apportera aux communautés des outils pour les projets VPDC et investira pour améliorer la collecte de données et renforcer les capacités de gestion. Le PAM continuera d'acheter de l'équipement de soutien logistique pour faciliter la manutention du fret dans les ports et assurer un entreposage adéquat des denrées.

Partenariats

40. En RPD de Corée, il existe peu de possibilités de partenariat avec les organismes des Nations Unies et les ONG. Le PAM concentrera son action sur: i) la nutrition (avec l'UNICEF et l'OMS) – remise en état des hôpitaux et des centres pour l'enfance, formation des sage-femmes et des personnels soignants, éducation des mères responsables

de soins, diffusion d'informations, éducation et communications et distribution de tablettes de vitamine A et de fer; ii) l'agriculture (avec la FAO et le PNUD) – meilleurs rendements, amélioration de l'agriculture en zone montagneuse, remise en état de l'infrastructure, et meilleure qualité de l'eau potable, de l'assainissement et de l'hygiène.

Logistique

41. Le PAM sera responsable de l'acheminement des produits alimentaires vers la RPD de Corée par les ports de Nampo, Hungnam et Chongjin. Les produits alimentaires arriveront en vrac ou en sacs; les aliments en vrac seront conditionnés par le PAM. Des produits alimentaires seront également importés par voie ferrée par Sinuiju et Namyang. Le gouvernement sera responsable du déchargement, de l'entreposage et de la protection des produits alimentaires.
42. Sur la base de plans d'opérations approuvés conjointement avec le PAM, le Gouvernement acheminera dans un premier temps les produits alimentaires jusqu'aux entrepôts de district puis vers les points de distribution finaux et les institutions bénéficiaires. Le Gouvernement sera responsable du transport intérieur, de l'entreposage et de la distribution des aliments. Le PAM remboursera une partie des coûts de transport à hauteur de 8 dollars par tonne; la vérification se fera par un système de bordereaux d'expédition.

Plans d'achat

43. Lorsqu'il sera impossible d'acheter localement, les produits alimentaires seront achetés sur les marchés internationaux, de préférence dans la région afin de réduire les coûts et les délais de livraison.

SUIVI DES RÉSULTATS

44. Le système de suivi du PAM repose sur une gestion axée sur les résultats. Le cadre logique de l'IPSR 200114 est présenté en Annexe II: les indicateurs de résultats feront l'objet d'un suivi; il est prévu de collecter des données nutritionnelles au moyen d'un suivi régulier ou d'évaluations nutritionnelles rapides. Une évaluation à mi-parcours de l'IPSR 200114 sera réalisée en 2011.
45. Le PAM aura accès à toutes les étapes de la filière d'approvisionnement: son premier plan de distribution couvre l'arrivée des denrées en RPD de Corée et leur transport vers des usines alimentaires dans les provinces et les districts; le deuxième, qui prend en compte la situation géographique des bénéficiaires, leur nombre et le nombre de journées d'alimentation, couvre la distribution aux bénéficiaires et aux institutions.
46. Le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits (COMPAS) continuera de suivre les livraisons alimentaires afin de minimiser et de dénombrer les pertes après distribution.
47. Les outils de suivi tels que les listes de contrôle s'appliquant aux institutions pour enfants, aux hôpitaux et aux centres de distribution publique ainsi qu'aux ménages serviront à s'assurer que l'assistance alimentaire parvient aux bénéficiaires ciblés dans les délais prévus. Des rapports sur la distribution consolidés à l'échelle nationale seront régulièrement soumis au PAM. Des fonctionnaires internationaux s'entretiendront avec les autorités de district, visiteront les ménages et se rendront dans les institutions, les hôpitaux, les entrepôts et les centres publics par le biais desquels l'aide alimentaire du PAM est distribuée. Le personnel utilisera des techniques de suivi par contact avec les bénéficiaires

pour vérifier la bonne réception des denrées alimentaires et connaître les impressions que les bénéficiaires ont du programme.

48. En complément des évaluations saisonnières de la sécurité alimentaire et de la nutrition, un système de suivi de la sécurité alimentaire sera intégré au suivi régulier pour permettre au PAM de mieux comprendre l'évolution de la sécurité alimentaire. Les coûts des évaluations et du suivi de la sécurité alimentaire sont inclus dans le budget.

ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANS D'ACTION PREVISIONNELS

Évaluation des risques

49. L'absence de soutien des donateurs et un financement insuffisant se traduirait par des interruptions de l'approvisionnement alimentaire, une réduction de la couverture et une diminution du personnel. Le contexte opérationnel du PAM en RPD de Corée pourrait soulever des difficultés administratives ou des problèmes d'autre type susceptibles d'entraver le suivi. Pour que le PAM soit en mesure de réaliser des évaluations de qualité, un suivi soutenu sera nécessaire.

Plans d'action prévisionnels

50. Le PAM continuera de mobiliser des ressources et sollicitera les donateurs traditionnels et non traditionnels pour lever des fonds. Pour faire face au manque de ressources, il réduira et hiérarchisera ses activités, par exemple en diminuant l'aide à certains groupes vulnérables, en limitant certains programmes, en réduisant les zones ciblées, mais aussi en interrompant ses recrutements.
51. Le PAM continuera de travailler avec le Gouvernement pour renforcer la programmation et les modalités opérationnelles de l'IPSR 200114 et pour réviser ou élaborer les mémorandums d'accord en fonction des besoins. En cas de crise, une opération d'urgence ou une révision budgétaire de l'IPSR 200114 seront établies pour faire face aux besoins supplémentaires.

MESURES DE SECURITE

52. Le Gouvernement (par le biais des services du Protocole du Ministère des Affaires étrangères) est responsable de la sécurité du personnel des Nations Unies et d'autres personnels internationaux et s'est engagé à fournir un soutien logistique en cas d'évacuation médicale.
53. Le bureau de pays respecte les normes minimales de sécurité opérationnelle; tous les membres du personnel ont suivi la formation de sensibilisation à la sécurité sur CD-ROM. L'utilisation des radios portatives à très haute fréquence et des radios à haute fréquence dans les véhicules a grandement amélioré la sécurité du personnel et l'efficacité opérationnelle.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION DU PAM				
Produit alimentaire ¹	Quantité (en tonnes)	Coût moyen par tonne (en dollars)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Blé	45 367	169	7 667 023	
Maïs	79 243	260	20 603 180	
Riz	347	460	159 620	
Sucre	8 208	705	5 786 640	
Lait écrémé en poudre	3 654	2 760	10 085 040	
Légumes secs	10 077	650	6 550 050	
Huile végétale	10 151	918	9 318 618	
Total produits alimentaires	157 047		60 170 171	60 170 171
Transport externe				16 238 267
Transport terrestre, entreposage et manutention				1 570 470
Autres coûts opérationnels directs				3 265 430
Coûts d'appui directs ² (voir Annexe I-B)				8 793 932
Total coûts directs de l'intervention				90 038 269
Coûts d'appui indirects³ (7,0 pour cent)				6 302 679
COÛT TOTAL POUR LE PAM				96 340 949

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	4 848 240
Personnel des services généraux recruté au plan international	130 200
Administrateurs recrutés au plan national	118 800
Personnel des services généraux recruté au plan national	365 000
Personnel temporaire	80 500
Heures supplémentaires	2 000
Primes de risques et primes de sujétion	363 300
Consultants internationaux	92 000
Voyages officiels du personnel	912 012
Total partiel	6 912 052
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	437 760
Charges (électricité, etc.)	171 600
Fournitures de bureau et autres articles consommables	118 800
Services de communication	262 400
Réparation et entretien du matériel	92 400
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	474 600
Installation des bureaux et réparations	60 720
Total partiel	1 618 280
Dépenses d'équipement et autres coûts	
Location de véhicules	183 600
Équipement de communication	60 000
Dépenses de sécurité	20 000
Total partiel	263 600
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	8 793 932

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après une catastrophe (Objectif stratégique 3 du PAM):		
Effet direct 3.1 Amélioration de la consommation alimentaire des ménages, des femmes et des enfants.	3.1.1 Score de consommation alimentaire des ménages: % des ménages participants ayant un score de consommation alimentaire acceptable Point de départ: 48 % des ménages ont un score acceptable de 42 Objectif: 70 %	Restrictions sur la collecte de données de terrain précises. Disponibilité et distribution en temps voulu d'aliments enrichis.
Produit 3.1.1 Denrées alimentaires distribuées en quantité et de qualité suffisantes aux bénéficiaires ciblés.	Nombre de distributions alimentaires effectuées en temps voulu par rapport aux prévisions du programme de distribution.	Pénurie de transports. Disponibilité et distribution en temps voulu de denrées alimentaires. Faible production de produits alimentaires locaux due au manque d'intrants.
Produit 3.1.2 Journées de rations alimentaires distribuées aux bénéficiaires ciblés.	Nombre de jours où les rations ont été fournies.	Le manque de ressources du Gouvernement entraîne un retard des distributions alimentaires. Disponibilité et distribution en temps voulu de denrées alimentaires. Faible production locale due au manque d'intrants.
Effet direct 3.2 Les communautés ciblées ont davantage accès aux biens de production grâce aux activités Vivres contre travail mises en place pour reconstituer leurs moyens de subsistance.	3.2.1 Score des biens communautaires Point de départ: Données à recueillir 3.2.2 Indice de stratégies de survie Point de départ: de 4,7 % à 70 % des ménages susceptibles de recourir à des stratégies de survie préjudiciables. Objectif: stabiliser ou réduire l'indice de stratégies de survie et le recours à des mécanismes de défense nuisibles.	Programme d'entretien solide pour garantir la durabilité des biens de production mis en place. Manque d'articles non alimentaires. Disponibilité limitée des participants pendant les périodes de plantation et de récolte. Le mauvais temps empêche une mise en œuvre adéquate des activités vivres contre travail.



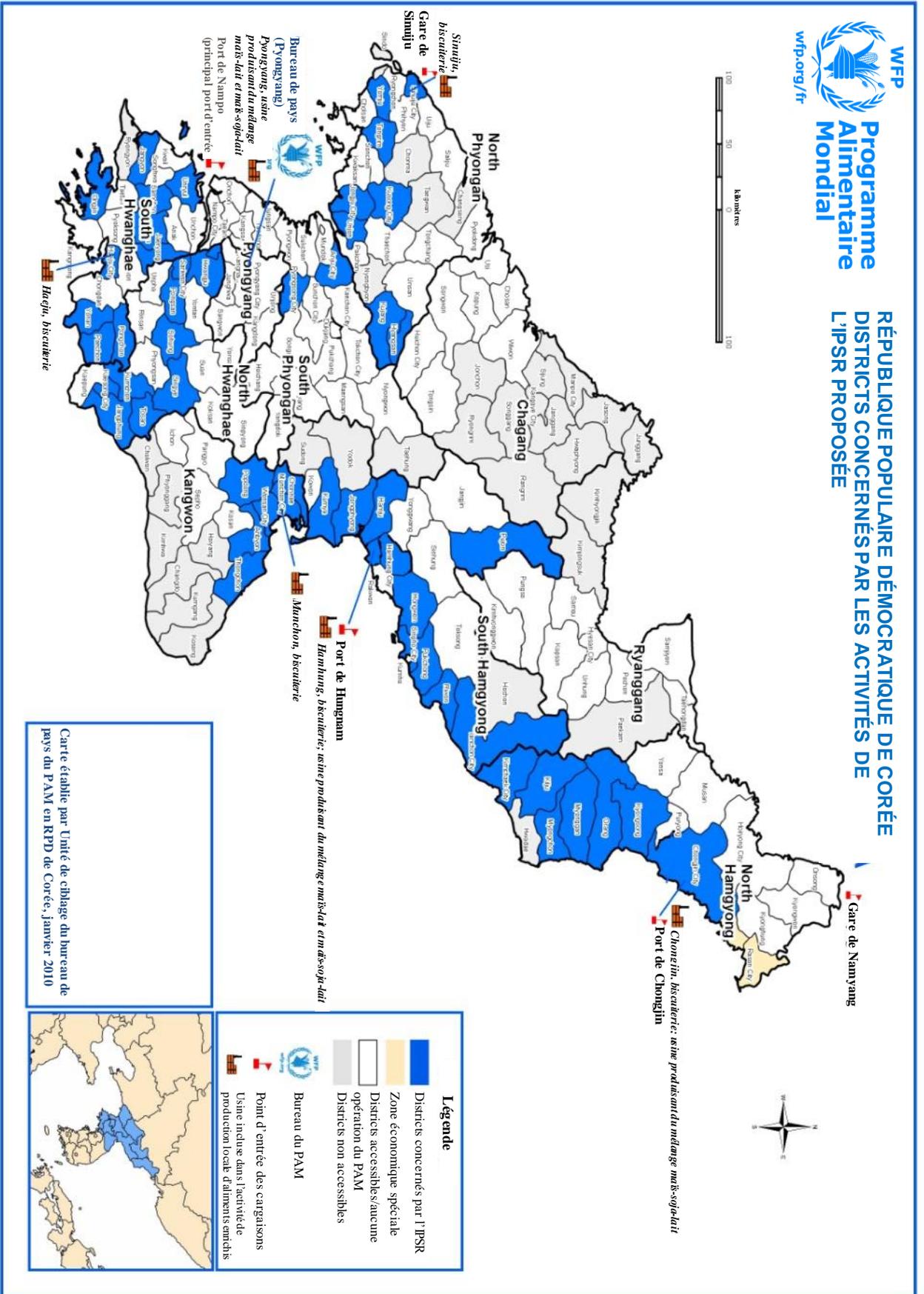
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p>Produit 3.2.1 Biens de production développés, mis en place et reconstitués dans les communautés ciblées.</p>	<p>1. Nombre de communautés aidées grâce à l'amélioration, la création ou la remise en état d'infrastructures dans le cadre du projet. 2. Kilomètres de digues construites. 3. Hectares protégés ou mis en valeur.</p>	<p>Programme d'entretien solide pour garantir la durabilité des biens de production mis en place. Manque d'articles non alimentaires. Disponibilité limitée des participants pendant les périodes de plantation et de récolte. Le mauvais temps pourrait empêcher une pleine mise en œuvre des activités vivres contre travail.</p>
<p>Produit 3.2.2 Fourniture de maïs en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés.</p>	<p>1. Nombre de distributions en temps voulu par rapport au programme. 2. Nombre de personnes recevant une aide.</p>	<p>Disponibilité et distribution en temps voulu de denrées alimentaires. Manque de transports et de financement.</p>
<p>Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim grâce à une stratégie de transfert de responsabilités et aux achats locaux (Objectif stratégique 5 du PAM):</p>		
<p>Effet direct 5.1 Soutien des capacités locales pour la production d'aliments enrichis.</p>	<p>5.1.1 Maintenir les capacités de production d'aliments enrichis actuelles, y compris pour l'alimentation complémentaire et les produits nutritionnels spécifiques conformément à l'augmentation effectuée pendant l'opération d'urgence 107570 Point de départ: 3 100 tonnes d'aliments produits localement Objectif: 3 100 tonnes</p>	<p>Distribution en temps voulu des matières premières. Manque d'intrants tels que l'assistance technique et les matières premières.</p>
<p>Produit 5.1.1 Production d'aliments enrichis.</p>	<p>1. Nombre d'usines actuellement soutenues (12)</p>	<p>Manque d'intrants (matières premières et pièces détachées). Manque d'assistance technique.</p>
<p>Produit 5.1.2 Personnes recevant une aide grâce à la production alimentaire locale du PAM.</p>	<p>1. Nombre de personnes aidées grâce à la production alimentaire locale du PAM. 2. Nombre d'écoles aidées. 3. Nombre de crèches aidées.</p>	<p>Disponibilité et distribution en temps voulu de denrées alimentaires. Accès limité aux institutions.</p>

ANNEXE III



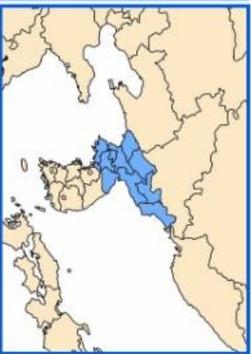
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE
DISTRICTS CONCERNÉS PAR LES ACTIVITÉS DE
L'IPSR PROPOSÉE



Carte établie par l'Unité de ciblage du bureau de pays du PAM en RPD de Corée, janvier 2010

Légende

- Districts concernés par l'IPSR
- Zone économique spéciale
- Districts accessibles/aucune opération du PAM
- Districts non accessibles
- Bureau du PAM
- Point d'entrée des cargaisons
- Usine incluse dans l'activité de production locale d'aliments enrichis



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial aucun e prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRESENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
MICS	Enquête en grappes à indicateurs multiples
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VPDC	Vivres pour le développement communautaire